Chlordécone en ACTION

LE MENSUEL DU PLAN CHLORDÉCONE EN MARTINIQUE ET EN GUADELOUPE

juin 2010

n° 2

les RDV prochains

Publication des résultats de l'étude karuprostate
→ dans les prochaines semaines

Séminaire pour la préparation du Plan Chlordécone 2
→ (dates à confirmer)

Prochaines journées « On jou pou jaden kréyol »
→ le 26 juin à Gourbeyre et le 2 juillet à Trois-Rivières.

Réunions de quartier hebdomadaires sur le programme JAFA
→ jusqu'à fin juillet sur les communes de Capesterre-Belle-Eau et Trois-Rivières.

→ BAROMÈTRE

Les Guadeloupéens et les Martiniquais consomment du poisson en toute confiance… mais connaissent encore mal les mesures du Plan Chlordécone et les contrôles effectués ! Ce sont les conclusions du premier baromètre Ipsos pour la Mission Interrégionale Plan Chlordécone.

79% des Martiniquais et **84%** des Guadeloupéens déclarent consommer en toute confiance le poisson local. Ils s'approvisionnent auprès des pêcheurs pour **35%** des sondés en Martinique et **46%** en Guadeloupe. Seulement **16%** des répondants en Martinique et **20%** en Guadeloupe connaissent les mesures et dispositions du Plan Chlordécone. **4 sur 10** savent qu'un dispositif spécifique de contrôle de la qualité sanitaire des produits de l'agriculture ou de la pêche locale existe.

Directeur de publication : Eric Godard
Conception Rédaction : Mots D'ici
Publication mensuelle : juin 2010
Imprimée à 150 ex

→ LES PRODUITS DE LA PÊCHE

Actualités

Les mesures de prévention sont en cours de finalisation

Le travail de concertation entre les professionnels de la pêche et les pouvoirs publics devrait aboutir dans les prochaines semaines à l'adoption de nouvelles mesures, efficaces et durables, pour les produits de la pêche.

L'objectif : proposer dans les circuits de vente des produits sains, tout en préservant l'activité pêche dans les 2 îles. « Il a fallu définir précisément les zones de restriction de pêche, en collaboration avec les professionnels» explique Eric Godard, Chargé de mission interministériel du Plan Chlordécone. «Il faut rappeler que les plans de contrôle et de surveillance, lancés en Martinique et en Guadeloupe en 2008, avaient mis en évidence une contamination de quelques espèces dans certaines zones côtières». En septembre dernier, les pouvoirs publics ont pris des arrêtés permettant de limiter les risques pour la santé des consommateurs. Toutefois, il fallait confirmer les premières tendances avec de nouveaux prélèvements ».

En Martinique, la baie de Fort de France et la façade atlantique ont ainsi fait l'objet de prélèvements complémentaires. Pour la Guadeloupe, la campagne de prélèvements supplémentaires s'est concentrée sur le sud de la Basse Terre, le Petit Cul-de-sac et le Grand Cul-de-sac marin. Sur cette île, les discussions ont pratiquement abouti et les propositions de mesures de prévention sont soumises actuellement aux administrations centrales pour validation. L'ensemble des résultats de ces plans sera présenté au GREPP et au CROS-Grephy.

en bref

Où en est-on du Plan Chlordécone ?

Rendez-vous est donné aux acteurs institutionnels et associations le 15 juin prochain en Guadeloupe et le 16 en Martinique.

C'est à ces dates que se tiennent respectivement le Grepp (*) et le Grephy (**). Ces 2 instances constituent le lieu privilégié de restitution des principales avancées du Plan Chlordécone sur les 2 îles. En Martinique, cette séance plénière du Cros-Grephy consacrera près de 8 points au plan chlordécone et abordera aussi la validation du plan d'actions régionales Ecophyto. En Guadeloupe, les bilans de la qualité des eaux, dont celles destinées à l'Alimentation en Eau Potable, un point d'étape JAFA et les résultats des plans de surveillance sur les denrées alimentaires et la production halieutique sont notamment inscrits à l'ordre du jour.

(*) GREPP
Le Groupe Régional d'Etude des Pollutions par les produits Phytosanitaires a été créé le 25 juin 2001 par le préfet de région Guadeloupe. Son objectif principal est la lutte contre la pollution par les produits phytopharmaceutiques et la reconquête de la qualité de l'eau.

(**) Le GREPHY, ou Groupe REgional PHYtosanitaire, est chargé de la lutte contre les pollutions par les produits phytosanitaires. Créé en 2001, il réunit l'ensemble des acteurs concernés par la problématique de la pollution des milieux (eaux, sols, végétaux, animaux) par les produits phytosanitaires et les conséquences sanitaires que cela peut avoir sur la population de la Martinique. Il est depuis 2009 intégré dans le CROS (Comité Régional d'Observation et de Suivi Ecophytodom).

Plan chlordécone

en ACTION

Focus

→ EVÈNEMENT SCIENTIFIQUE

De nouvelles pistes de recherche suite à l'atelier international

C'est un bilan plutôt positif que dressent les organisateurs de l'Atelier « Remédiation à la pollution par la chlordécone aux Antilles ». Le travail des 30 experts internationaux, réunis du 17 au 22 mai derniers, en Martinique et en Guadeloupe, a porté ses fruits.

Pas de remède miracle, mais des axes de recherches nouveaux, évalués et intégrés dans un programme global. « Cet atelier nous a vraiment ouvert d'autres horizons » explique Magalie Jannoyer du Cirad. « Dans mon domaine, cela m'a permis de mettre en place un nouveau projet». Parmi les pistes dégagées, le bassin versant a été reconnu comme l'unité de référence. Autre point : l'identification des techniques de remédiation (eau, sols et sédiments) applicables dans le contexte local. Enfin, a été aussi mise en lumière la nécessité d'actions de recherche, préalablement aux essais de remédiation. Cela permettra d'améliorer la connaissance notamment sur le fonctionnement de l'hydrosystème et les mesures des polluants. Les conclusions définitives de cet atelier sont en cours de rédaction. Elles alimenteront la réflexion sur la révision du Plan Chlordécone ainsi que l'élaboration de projets. Ils mobiliseront aussi bien les laboratoires de recherche représentés à cet atelier que l'ensemble des acteurs locaux. Cette démarche devrait servir de modèle à la gestion d'autres pollutions du même type au niveau mondial.

Réunir 30 experts scientifiques internationaux sur la question de la pollution des sols et des eaux par la chlordécone... un exercice complexe et une première à l'échelle mondiale.

Matinée de lancement en Martinique sous l'égide du Préfet de Région Ange Mancini (au centre). A gauche, Eric Godard, chargé de mission interministériel du Plan Chlordécone et Garcin Malsa (à droite), maire de Sainte-Anne.

→ DU CÔTÉ DE L'IFREMER

Dans le cadre du Plan Chlordécone, l'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer réalise actuellement des études relatives à l'impact de la chlordécone sur les milieux marins. L'étude Chlosed devra reconstituer l'historique des apports de chlordécone dans le milieu et en déduire quelle est la phase actuelle de la pollution. Quant à l'étude Chlorétro qui vise à analyser le devenir de la chlordécone dans la chaîne alimentaire aquatique, elle permettra de mieux connaître les mécanismes de contamination des espèces. Ces travaux devraient aboutir en 2011. La délégation Ifremer des Antilles est située dans la baie du Robert, en Martinique, depuis 1970. Elle conduit des recherches sur la valorisation des milieux marins, l'aquaculture et l'amélioration des techniques de pêche dans l'optique d'une exploitation durable des ressources.
http://wwz.ifremer.fr/antilles

le point de vue

De Jean-Claude Lognos

Président du Pôle Végétal à la Chambre d'Agriculture de Guadeloupe et membre du Conseil d'Administration de GDA Ecobio

Comment la Chambre d'agriculture a accompagné les professionnels impactés par la Chlordécone ?

Depuis 2004, la Chambre de Guadeloupe a pris l'engagement d'effectuer les prélèvements pour les analyses de sols. Nous sommes amenés aussi à conseiller les agriculteurs et les aider dans leurs projets de reconversion.

Où en est-on de la reconversion des agriculteurs touchés ?

Les propositions faites par l'Etat ne sont pas adaptées. Avec le Feader, les fonds doivent être avancés par les agriculteurs qui ne possèdent pas toujours la trésorerie nécessaire. D'autre part, les agriculteurs impactés par la chlordécone n'ont plus la possibilité de faire des cultures à cycle court. Cela entraîne des situations économiques difficiles. Le Plan Chlordécone consacre une bonne partie de son budget à la recherche. Il serait plus intéressant de financer directement l'aide à la reconversion.

Qu'en est-il alors de la qualité des produits?

Par contre, le consommateur n'a pas d'inquiétude à avoir. Les produits vendus dans les réseaux de distribution déclarés, marchés et grandes surfaces, sont conformes. Les dispositifs de contrôle sont efficaces. Et malgré les difficultés, les agriculteurs respectent les normes.

Vous militez pour une agriculture plus propre...

Personnellement, je suis monté à St François en 1985 pour faire de l'aubergine. On a eu le problème du Thrips palmi qui a détruit toute la production d'aubergine. A l'époque, on a traité n'importe comment, sans respecter les caractéristiques d'utilisation des produits phytosanitaires. J'ai décidé de changer de mode de production en 1992 pour passer à l'Agriculture Biologique certifiée et contrôlée par Ecocert.

L'agriculture Guadeloupéenne complètement bio, vous y croyez ?

Je ne suis pas utopiste. L'idée, c'est d'essayer d'avoir le moins d'impact possible sur l'environnement. Déjà en respectant les préconisations d'utilisation des produits. Je ne suis pas pour les produits chimiques, mais d'un autre côté, il faut préserver le revenu de l'agriculteur. Pour l'instant, ce n'est qu'en utilisant ces produits qu'il peut produire à un coût raisonnable. Produire bio coûte plus cher. Il faudrait d'avantage subventionner l'agriculture propre.